

Révélatiions

Onze civils et dix officiers de l'armée nationale, accusés dans l'affaire de la présumée tentative de putsch du 8 août dernier, ont été déférés, jeudi dernier (21 octobre), devant le parquet de Rosso. Le procureur de la République près du tribunal du Trarza a transmis leur dossier au juge d'instruction qui leur a délivré un mandat-dépôt. Ils sont écroués dans la garnison de gendarmerie située à l'entrée de la ville de Ouad Naga.

Leurs avocats ont pu les rencontrer ces derniers jours. Dans la même affaire, des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre une quinzaine de personnes dont Jemal Ould Yessa, Ely Ould Sneïba, Breïka Ould M'Bareck..., accusés, eux aussi, d'avoir participé à la préparation d'une action visant à déstabiliser le pays.

L'arrestation, le 9 octobre, de Saleh Ould Hanenna, a accéléré l'enquête relative à la présumée tentative de putsch. Jeudi dernier (21 octobre), Saleh, Abderrehmane Ould Mini et neuf autres personnes, qui étaient en garde en vue à la police, ont été transférés à la garnison de la gendarmerie de Ouad Naga, transformée en prison par arrêté du ministre de la justice et qui abrite depuis les 131 militaires interpellés depuis juin 2003. A leur arrivée, ils ont accueillis par le procureur de la République près le tribunal de Rosso et un juge d'instruction. Au même moment arrivèrent les dix officiers de l'armée déférés par la gendarmerie dans la même affaire. Les familles des détenus, qui ont essayé ce jour là d'entrer en contact avec eux, se sont vus refusés l'accès à la garnison.

Certains avocats affiliés à l'ordre de Melainine ont pu contacter les nouveaux hôtes du camp de Ouad Naga. D'autres avocats de la défense, ceux affiliés à l'ordre de Ould Bettah, n'ont pas pu rencontrer leurs clients que quelques jours plus tard (voir article relatif à la conférence de presse des avocats). Ces derniers affirment que leurs clients avaient été torturés par la police et que les stigmates de la torture sont encore apparents sur leurs corps.

Interrogé par le Calame, un responsable de la police, proche de l'enquête a catégoriquement démenti les accusations des avocats avant de préciser que les détenus ont été correctement traités pendant la garde à vue et que la police a particulièrement veillé à leurs soins et leur nourriture. A ce propos, explique-t-il, Saleh Ould Hanenna, qui a eu un paludisme, a été bien soigné, tout comme Sidi Aly Ould Sid'Elemine qui souffre d'un diabète et qui devrait prendre des médicaments toutes les quatre heures.

Thuraya. Ould Hanenna aurait aussi affirmé que Jemal Ould Yessa l'a appelé au téléphone pour l'informer de l'attaque contre le domicile du directeur de la Sûreté de l'Etat et pour lui dire qu'elle était l'œuvre de son mouvement: Conscience et Résistance. Selon la police, c'est Jemal qui a commandité l'attaque et c'est son frère Sidi Ould Yessa et un autre parent à eux qui l'ont exécutés. Ces derniers sont recherchés par la police et sont l'objet d'un mandat d'arrêt international.

D'autres mandats de recherches ont été émis contre des personnes proches des Islamistes: Moulaye Ould Brahim, un ancien instituteur converti dans les affaires et qui a loué à Toujounine, la maison qui a servi de cache d'armes; Hamoudi Ould Siyam, autre activiste islamiste, accusé lui aussi d'avoir aidé Saleh et Ould Mini à entrer dans le pays. En plus d'autres personnes qui auraient subi une formation militaire dans la zone contrôlée par les rebelles en Côte d'Ivoire...

Mandats d'arrêts

La justice mauritanienne a émis ces derniers jours des mandats d'arrêt internationaux contre plus de 15 personnes qui seraient impliquées dans la présumée tentative de putsch. Les personnes recherchées sont, soit des membres de l'Alliance patriotique ou de Conscience et Résistance; soit des personnes qui évoluaient dans le sillage de la mouvance islamiste.

Selon l'enquête de la police, au moins deux membres de l'Alliance patriotique, Ely Ould Sneïba et Breïka Ould M'Bareck étaient directement impliqués dans la préparation de la tentative de putsch du 8 août. Ces deux personnes, affirme-t-on, ont regagné les "Cavaliers du Changement" dans leur exil et étaient au courant de leurs projets. Saleh Ould Hanenna a même déclaré à la police qu'ils avaient donné à Breïka Ould M'Bareck un téléphone

Révélations

L'enquête menée par la police à propos de la dernière tentative présumée de coup d'Etat a révélé que les amis de Ould Hanenna allaient tenter de renverser le régime à travers une action militaire. La date retenue était soit le samedi 25 septembre ou le samedi suivant, 02 octobre. Leur plan consistait à contrôler les unités militaires à l'aide de complicités internes au sein de l'armée et de renforts formés essentiellement de civils déjà entraînés pour effectuer cette action. Il était prévu que Salaleh lise une déclaration à la radio et à la télévision pour annoncer "la délivrance du peuple et la fin du régime de Ould Taya". Saleh et Ould Mini devaient constituer la tête de pont pour le lancement de l'action. Mohamed Ould Cheikhna et les autres membres devaient arriver en Mauritanie à la veille de l'opération.

Suite en page 3

Révélation

Suite de Une

L'arrestation de Ould Mini et de Sidi Mohamed Ould Hreymou le 25 septembre dans une villa au Ksar a compromis les plans du groupe.

La fuite de Saleh qui était avec eux dans la maison au moment de la descente de la police a fait revivre la psychose de l'après 8 juin. Il avait senti l'arrivée des flics et a réussi à gagner la maison déserte qui jouxtait celle qu'il habitait où il s'est enfermé jusqu'au soir et la fin du bouclage du quartier par les services de sécurité. C'est au crépuscule qu'il téléphona à Ould Siyam qui vint le récupérer au carrefour appelé Carrefour Ould Mah. Il a changeait de résidence tout les jours durant les deux semaines qu'il a passées et espérait pouvoir traverser le fleuve, bien qu'il ne sait pas nager. L'état se resserrait davantage autour de lui et il a dû quitter Nouakchott.

Mais les révélations les plus importantes concernent la fuite du groupe en juin 2003. Selon la déposition de Saleh, lui et Ould Cheikhna n'ont quitté le pays que 22 jours après le putsch, avec l'aide de Mohamed Ould Taleb, un commerçant ami de Saleh. Juste après l'occupation du BB le 8 juin au soir, Ould Hanenna, épuisé se réfugie dans l'une des maisons voisines de la base et déserté par ses habitants à cause des combats, et y avait passé la nuit. Le lendemain, le 9 juin ; il appela Mohamed Ould Taleb qui le transfère dans une maison à Nouakchott lui et Ould Cheikhna. Trois semaines après, ils décident de sortir du pays en empruntant la route de l'espoir jusqu'à la frontière malienne (Nouakchott -Tintane puis Twil). Ould Mini, lui, a quitté le BB le 8 juin au soir et a dormi pas loin de la station terrienne

à Toujounine, en plein désert. Le lendemain, il est allé à la gare routière, a pris un taxi brousse pour Rosso puis a traversé au Sénégal.

Selon l'enquête de la police, les fugitifs ont été regroupés par la volonté agissante de Jemal Ould Yessa et Moustapha Ould Limam Chav'i qui leur ont octroyé des cartes d'identité et des passeports maliens et des permis de conduire guinéens. Ils se sont retrouvés dans une maison jusqu'à ce qu'ils leur ont trouvés des financements libyens et bukinabé. La police évalue à 50.000 dollars la valeur des armes et matériel de communication retrouvés.

BEN ABDALLA

Liste des personnes transférées à la Justice

Les militaires

Sidaty Ould Hamady
Dia Abderrahmane
Sid'Ahmed Ould Babe
Habib Ould Ebou Mohamed
Amar Ould Amar Jewde
Yahya Ould Hedeid
Kaba Ould Hennoun
Dahane Ould Sidi Mahmoud
Ahmed Ould M'Bareck
Moustapha Ould Cheibany

Les civils

Saleh Ould Hannena
Abderrahmane Ould Mini
Sidi Mohamed Ould Mohamed Ould Hreimou
Moustapha Ould Sid'Ahmed
El Hacen Ould Amar Jewda
Sidi Ali Ould Sid'Elemine
Arafat Ould Ahmed
El Hor Ould Chbeilou
Isselkou Ould Oumar
Ramdane Ould M'Bareck
Khyarhourm Ould N'tajou